L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX: Rue de Chartres, No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 19 AOUT 1868. Entre les rues Bienville et Conti.

DUFOUR & LIBERT,
TYPOGRAPHES - ÉDITEURS

PRIX DE L'ABONNEMENT.

EDITION QUOTIDIENNE.
Par an, $10, par semaine, $2, par trimestre, $6
Prix d'un exemplaire, 10 centimes.

EDITION HEBDOMADAIRE
Paraissant le Dimanche et le Samedi :
Par an, $5, par semestre, $3.

TARIF D'ANNONCES.

Les annonces brusselloises, placées à trois de mée dans un diverses parties du journal, paieront $1 50 le carré pour la première insertion, et 75 CENTS le carré pour chaque insertion subséquente.

Les annonces françaises de la page édito iale paieront $1 50 le carré pour chaque insertion.

Les annonces publiées par intervalles, paieront comme annonces nouvelles pour chaque insertion.

Les annonces de mort, dans la page édito iale, paieront $ 25 chacun pour cent.

Les personnes faisant régulièrement et souvent des annonces auront, sur les prix indiqués ci-dessus pour les annonces brusselloises, tel escompte qu'il aura convenu avec elles ; mais dans aucun cas, cet escompte ne dépas ra pas 33 pour cent.

Toutes les réclames d'annonces d'affaires paieront 20 cents sous la ligne pour chaque insertion.

Toute annonce brusselloise déjà insérée payée d'avance.

Les annonces dont le nombre d'insertions ne sera pas indiqué seront publiées six fois.

Les annonces de remplacement, devant régulièrement être de un espace égal sont calculées à la fin du chapitre au a ant les

NOUVELLE-ORLEANS:
MERCREDI MATIN, 19 AOUT.

Candidatures de la Démocratie Nationale.

POUR PRÉSIDENT :
HORATIO SEYMOUR,
DE NEW-YORK.

POUR VICE-PRÉSIDENT :
FRANK P. BLAIR,
DU MISSOURI.

Rendez-vous pour l'Etat en général :
LE GOUVERNEUR R. C. WICKLIFFE,
Au Quart Patterson.

POUR LE DISTRICT :
JUGE J. N. L...

Electeurs de District :

1er District Congressionnel	.....	A. SAMBOLA.
2me "	"	M. B. BRADY.
3me "	"	A. S. HERRON.
4me "	"	A. DESLANC.
5me "	"	N. B. COLEMAN

Remplaçants :

1er District Congressionnel	.....	H. SHERBURNE.
2me "	"	GEO. W. RACE.
4me "	"	J. H. KENNARD.
4me "	"	E. N. CULLUM.
5me "	"	C. E. BLACKMAN.
5me "	"	J. H. BRIGHAM.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails et l'heure, voir aux annonces

Par Louis Stern à Bte., à 10 heures, dans leur salle d'encan, No 38, rue du Camp — 500 caisses bottes, souliers et bottes-jockeys, bas noirs et sangtres.

Par A. Decklier, au Merchants' Warehouse, à 11 heures, quatre moulins à coton de seconde main.

Par O. Velasco, à la Propriété de Holmes, rue Tchoupitoulas—pour mess.

Par O. Lédesmant, au No 69 de la rue de Chartres—300 caisses bottes, souliers et chaussons.

Par Hoffman, Marks & Co., au No 38 de la rue de Chartres—marchandises sèches, lingerie et "notions."

☞ Achetez vos complexions et consultez chez M. Ernest Turpin, 92 Vieille-Levée.

Annonces Politiques.

Le prix d'insertion des annonces politiques doit INVARIABLEMENT être acquitté d'avance dans nos bureaux.

Procès international.

Nous avons donné hier le texte du jugement rendu par le tribunal de première instance de la Seine dans l'affaire des Etats-Unis contre Armand et Vorax. Le télégraphe nous a appris que la cour impériale avait infirmé la décision des premiers juges et rejeté avant-hier quinzaine de cause aux Etats Unis. Cette seconde décision nous paraît tellement extraordinaire que nous avons besoin d'avoir le texte sous les yeux pour pouvoir la comprendre. L'affaire sera évidemment portée devant la Cour de Cassation qui décidera en dernier ressort les points de droit qu'implique ce procès.

Il nous semble que la question de compétence a été traitée très légèrement par les avocats et par le tribunal. Sous la législation française, Etat n'est pas à l'abri des procès que pourront lui intenter les particuliers, il est considéré, au point de vue civil, comme une personne et il peut plaider et se défendre suivant les formes prescrites par la loi. Il n'en est pas de même aux Etats-Unis. Il n'y a aucun moyen par un particulier qui a été lésé par l'Etat—son droit fût-il le plus indubitable au point de vue de l'équité—d'obtenir justice devant les tribunaux. A proprement parler l'Etat n'existe pas comme personne civile aux Etats-Unis, et ni le Président ni aucun autre fonctionnaire ne peut le représenter en justice.

Il y a, aux Etats-Unis, des milliers de Français, et d'autres Européens dont les propriétés ont été prises ou occupées par les armées fédérales, dont les animaux ont été enlevés pour l'usage de ces armées, dont le mobilier ou les marchandises ont été pillés ou accaparés par les soldats fédéraux, et qui n'ont aucun moyen d'obtenir le paiement des indemnités qui leur sont légitimement dues, parce que la législation fédérale ne leur donne aucune action contre le gouvernement des Etats-Unis, et parce que le Congrès, qui, seul, pourrait les indemniser par une allocation, est sourd à leurs plaintes.

En bien ! il nous semble illogique qu'un gouvernement qui refuse toute action judiciaire aux étrangers qui l'attaque, soit admis à plaider devant un tribunal étranger pour soutenir une réclamation contre les étrangers en raison de faits qui seront passés dans le pays de ces étrangers. Pour savoir qui a qualité pour représenter dans un procès civil un être impersonnel comme un gouvernement, il faut consulter la législation de ce gouvernement. Or d'après la législation des Etats-Unis, ni M. Johnson comme président, ni aucun autre fonctionnaire n'a qualité pour ester en justice au nom de l'Union.

Supposons que MM. Arman et Vorax, au lieu d'être débiteurs d'une certaine somme à raison de leurs contrats, eussent été créanciers et qu'ils eussent voulu réclamer aux Etats-Unis ce qui leur était dû, comment auraient-ils pu s'y prendre ? Toute voie judiciaire leur était fermée. Le président Johnson cité par eux n'eût pas répondu, ou il eût dit que le gouvernement des Etats-Unis comme la couronne d'Angleterre était irresponsable.

Nous ne partageons donc pas l'opinion du tribunal sur la question de compétence, mais nous approuvons sans réserve les considérants donnés par lui sur le fond même du procès, et surtout ceux qui ordonnent la suppression des pièces volées à l'instigation de nous ne savons quel agent des Etats-Unis, à M. Voras, pièces que M. Seward aurait dû restituer immédiatement pour l'honneur de son gouvernement au lieu d'en faire la base d'un procès qui rapporte, depuis le bonge que de profit aux Etats-Unis, mais elle le gagnera en dernier ressort.

Nous ferons connaître à nos lecteurs la sentence de la Cour impériale, dès qu'elle nous parviendra.

Le Bill sur la Loterie.

Le bill qui autorise un certain nombre de personnes à établir une loterie en Louisiane, est devenu une loi par l'expiration du délai de dix jours depuis son envoi au gouverneur. L'autorisation demandée est accordée moyennant une somme de $ 40,000 et le versement de $24,000 à diverses institutions charitables. C'est là une condition déricieu, car moyennant le paiement de $26,000, les organisateurs de l'affaire pourront réaliser en bénéfice de plusieurs centaines de mille piastres par an. Le passage de ce bill dans les deux Chambres et l'abstention du gouverneur, qui pouvait mettre son veto, et qui ne l'a pas fait, ont donné lieu à une foule de rumeurs sur les moyens qui ont employés les auteurs du plan de loterie pour en arriver à leurs fins. Les bénéfices qu'ils ont en perspective sont si gigantesques qu'ils ont lorsque en hypothéquer une partie pour aplanir les obstacles qui se trouvaient sur leur chemin. C'est une de ces affaires de tripotage qui devront être éclaircies plus tard.

GRAND CONCLAVE. — Par une notice insérée plus loin les grands officiers, les membres et les délégués au Grand Conclave de la Louisiane, S. W., M., sont invités à se réunir dans la salle Carroll, vendredi soir, 21 août, à 8 heures, pour inaugurer et installer deux nouveaux conclaves.

INSTITUTION ST JOSEPH. — M. Adelard Jourdan, professeur de langues et de mathématiques, fera vers le 1er de ce mois, à l'angle des rues St Philippe et Prieur, l'ouverture d'une maison d'éducation à l'usage des jeunes garçons blancs. M. Jourdan se recommande au public par une longue expérience de l'enseignement.

LIBRAIRIE JAQUET. — M. J. A. Jaquet, libraire, 139 Royale, vient de recevoir de Paris un grand assortiment de romans, de brochures et de journaux de modes, dont le débalage sera terminé aujourd'hui. Par ce temps d'ouvriers et de villégiature, un bon livre est un compagnon indispensable. Nous recommandons particulièrement le magasin de M. Jaquet aux touristes qui s'en vont chercher un peu de repos et de fraîcheur à la campagne et qui ne sauraient partir sans une petite bibliothèque de voyage. Tous les journaux de modes sont reçus au No 139 rue Royale. De nombreux spécimens seront soumis aux dames qui voudront s'abonner.

CHRONIQUE LOCALE.

TEMPÉRATURE.—18 Août.
THERMOMÈTRE DE C. DURAMEL, OPTICIEN, No 111 rue du Canal.

Ci-devant enseigne Bienville et Chartres.

6 heures A. M.	.....	80 degrés.
Midi	.....	86 "
3 heures P. M.	.....	88 "
6 heures P. M.	.....	84 "

Nous recevons à une heure avancée de la nuit la protestation suivante du conseil municipal contre le bill de police métropolitaine et nous nous hâtons de la soumettre à nos lecteurs. Le texte nous en est fourni par le journal *German Press*.

Attendu qu'un acte intitulé "Acte pour établir un district de police métropolitaine est maintenant en discussion dans l'Assemblée Générale de la Louisiane, et

Attendu que la force de police est par ledit acte augmentée de beaucoup et que les maires de la Nouvelle-Orléans, Jefferson et Carrollton et les jurés de police, Algier et de Gretna sont requis de fournir des bureaux, stations, corps de garde, maisons de détention, fournitures, équipements additionnels, etc., pour les officiers et membres de ladite police, et

Attendu que le dit acte lève sur les propriétés réelles et personnelles, des dites villes, une taxe pour en entretenir et pourvoir les clauses du dit acte, laquelle taxe aura, pour le moment, un lourd fardeau pour le peuple, et

Attendu que le dit acte est une usurpation directe sur la liberté du peuple, puisqu'il donne aux dites doits comme des crimes condamnant un pétitionnier—autorisant les hommes de police à entrer des propriétés pour des travaillés, et rendant précaire la liberté personnelle du bon peuple de la Nouvelle-Orléans et des villes voisines—comprises dans le district de police métropolitaine.

Attendu qu'il est arrivé des événements qui ont démontré les dangers provenant de cet acte, en donnant à un maire tout le contrôle des chefs et des membres de la force de police, et

Attendu qu'il ne peut y avoir de doute que la force de police établie par la loi actuelle ne soit amplement suffisante, par le nombre, à protéger les personnes et les biens et que l'argent exigé pour augmentation projetée ne soit inutile et injustifiable, dans notre situation financière actuelle, c'est pourquoi

Il est résolu qu'un comité joint composé de

soit nommé par les présidents des Conseils d'aldermen et assistans-aldermens pour se rendre auprès du gouverneur et auprès des comités des corporations et affaires paroissiales, afin de présenter les protestation solennelle contre le dit acte établissant un district de police métropolitaine, le dit acte pétant un grave préjudice aux intérêts publics et étant de nature n'il est mis en vigueur à produire un mal incalculable et peut-être de déplorables résultats.

Il est résolu qu'une copie de ces résolutions soit envoyée par le greffier au gouverneur, au président du Sénat et à l'orateur de la Chambre des représentants de l'Assemblée générale de la Louisiane, et aux comités sus dits.

INSTRUCTIONS MILITAIRES.—Afin d'exécuter les instructions du secrétaire de la guerre relatives à l'assistance qui devra être donnée par les troupes de service dans ce département aux autorités civiles, en cas de troubles domestiques ou d'insurrection, le général Sheridan vient d'adresser à tous les officiers commandants de District, de détachements ou de postes, l'ordre qui suit :

Tout officier se tiendra au courant de la situation des affaires dans ce voisinage. S'il survenait une circonstance qui, dans son opinion, rendit nécessaire le service des troupes, il communiquera immédiatement, par le télégraphe, avec le quartier-général, en établissant les faits essentiels et en demandant les ordres nécessaires.

L'intervention de la force militaire dans le département des autorités civiles en aucun cas ne sera permise s'il ne sera fait usage de service des troupes que sur des instructions spéciales antérieurement expédiées du quartier-général.

Par ordre du colonel général BUCHANAN.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE.—Il y a eu, hier soir, une assemblée générale de citoyens du Troisième District, sous les auspices du Nouveau Club Washington, à l'angle des rues Bourbon et Adams. Des discours ont été prononcés par le Dr Knapp, le colonel Waggaman, le général Fisher, MM. A. Sambola, A. Gastinel, Frank King, W. W. King et J. J. Lane. Plusieurs dames se trouvaient présentes. Une magnifique bannière, faite par Mme Ferrier, Mlle Benaitel et d'autres dames, a été présentée au Club, par M. King, fils de M. W. King, à l'encoignure des rues Chartres et Délery. Elle a accompagné le don de cette bannière de quelques remarques auxquelles a répondu M. Jules Délery, président du Nouveau Club Washington. Ce club compte près de 80 membres ; il doit se réunir de nouveau ramedi prochain, encoignure des rues Chartres et Délery.

CLUB HANCOCK. — Ce club, qui compte un si grand nombre de membres, recevra jeudi soir, 20 du courant, une bannière qui lui sera présentée au théâtre de l'Opéra, encoignure Bourbon et Toulouse. Nous remarquons que le officiers de ce club de l'invitation qu'il en leur voulu nous adresser.

RÉCEPTION DES COLONELS MANN ET SMALLWOOD.—Les Chevaliers de Seymour et le Club du Nouveau Mât ont rendus hier soir au City Hotel, pour recevoir M. James Mann, membre du Congrès, représentant la Louisiane, et le colonel Smallwood, secrétaire du Comité Exécutif démocratique ; une bannière arrivera de Washington. Ces deux champions de la Démocratie ont prononcé des discours dans lesquels ils ont parlé favorablement de la situation du parti. M. James O. Fuqua, brillant orateur de Baton Rouge, a également pris la parole.

PREMIÈRE COUR DE DISTRICT. — L'affaire de Hugh Tiernan a été appelée hier. Il était accusé d'avoir pris un ouvrage sur une jeune fille. Le jury, n'ayant pu s'accorder sur le verdict, a été renvoyé.

VOLS.—Les voleurs sont plus nombreux que jamais. Rien qu'on en punisse fort peu, ils se multiplient comme les martyrs. Nous n'en finirions pas à raconter leurs prouesses qui, du reste, se ressemblent toutes, avec des succès divers. Nous nous bornerons à recommander aux honnêtes gens de la Nouvelle-Orléans de visiter leurs serrures et de bien fermer leurs portes, car ces précautions les protégeront contre les entreprises de la police correctionnelle et justices criminelles de la paroisse.

ALDERMEN.—M. Naizer présente une résolution protestant contre le bill de police métropolitaine, maintenant au discussion à la Législature, et nommant au comité joint de 2 aldermen et de 3 assistants-aldermen qui sera chargé de se rendre auprès du gouverneur pour solliciter son veto, afin que ce bill ne soit pas adopté.

Adopté.

M. Bringhurst (dém.) demande que l'affidavit soit déposé sur la table et que le rapport du comité soit adopté.

M. Campbell propose de référer la question au comité judiciaire.

M. Lewis (rép.) propose de déposer toute l'affaire sur la table.

Une division étant demandée par M. Bringhurst, l'affidavit est référé au comité judiciaire et le rapport du comité adopté.

Un rapport favorable est présenté pour secourir les pauvres et les indigents de l'Etat.

M. Packard, (rép.) fait un rapport favorable sur le bill des abattoirs.

M. Todd, (rép) donne avis qu'il présentera un rapport de minorité.

M. Bringhurst a présenté un mémoire pour l'asile des orphelins de St. Vincent. Référé.

Le bill de M. Todd, présenté hier, était pour rappeler l'acte permettant des marchés libres dans le centre de la ville, et appeler que des marchés particuliers fussent ouverts à toutes les heures du jour, le contraire ayant été rapporté par erreur.

Le monstrueux bill de la police métropolitaine a été adopté finalement par un vote de parti de 17 contre 11.

Adopté encore, le bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer de la Louisiane et de l'Arkansas.

Après quelques affaires de peu d'importance, le Sénat s'ajourne.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.—59 membres répondent à l'appel.

Le comité des voies et moyens recommande de servir une pension annuelle de $300 à Mme Mary Mc Gloin, veuve feu T. A. Montagne, pilote du steamer *Fashion*, comme une faible preuve de respect pour la conduite de son brave mari et comme une compensation pour la perte de ses services.

Les bills qui suivent ont été rendus :

Acte pour fixer les salaires des juges de district.

Acte concernant la ville de Bastrop.

Acte pour soumettre les maisons de jeu à une licence.

Dépenses contingentes.—Un acte autorisant la nomination d'un comité joint pour s'enquérir du nombre des employés de la Chambre, pour le réduire, est rapporté d'une manière favorable.

Le bill pour incorporer la ville d'Alexandrie est adopté et envoyé au Sénat.

Est envoyé au Sénat le bill relatif au rétablissement des archives brûlés de la paroisse des Rapides.

Acte à leur première lecture.—Acte de secours pour M. Pétrovo, de la paroisse Union.

Acte donnant à la Troisième, Quatrième, Cinquième, Sixième et Septième Cour de District de la Nouvelle-Orléans juridiction dans les affaires de séparation, de divorce et d'émancipation de mineurs.

Un acte pour la nomination pour chaque paroisse, d'un avocat de District temporaire qui sera avocat de poursuite, définissant les devoirs et privilèges de cet avocat et fixant son salaire, est envoyé à l'impression et référé au comité général.

McMillen demande la suspension du règlement pour présenter une résolution d'ajournement du 1er septembre au premier mardi d'octobre.—Référé.

Un acte autorisant le gouverneur à nommer un recorder pour la paroisse de Jefferson, est lu une fois.

Le bill du Sénat relatif aux vétérans de 1814 et 15 est lu et référé au comité des pensions.

Un acte relatif aux collecteurs délinquants de taxe a été mis sur la table.

L'amendement du Sénat au bill faisant une nouvelle division de l'Etat en cinq districts congressionnels est lu et mis sur la table.

L'amendement du Sénat au bill de la Chambre autorisant l'auditeur d'Etat à employer des assistants est adopté.

La Chambre refuse de concourir à l'amendement de Sénat à la résolution jointe garantissant la liberté de la parole par 44 contre 14.

Un acte créant un bureau de levée, est la une seconde fois. L'acte autorisant toutes personnes à ouvrir des marchés libres dans des maisons particulières est lu une fois. Acte, exceptés dans la paroisse d'Orléans, est la deuxième fois.

Le acte fixant la rémunération de conservateur des hypothèques pour la paroisse d'Orléans, est référé au comité des voies et moyens.

La Chambre alors se forme en comité général pour considérer divers actes relatifs aux finances de l'Etat.

Après quelques instants, le comité se lève, rapporte progrès et demande permission pour siéger de nouveau demain à 10 heures du matin.

La Chambre s'ajourne.

Le Mariage de la Patti.

Nous lisons dans l'*International*, de Londres :

Le 29 juillet, à onze heures du matin, a été célébré à l'église française de Clapham, à Londres, le mariage religieux de mademoiselle Patti avec M. le marquis de Caux.

Dès le matin, l'église catholique de Clapham Park-road en pouvait déjà contenir la foule des curieux. On remarquait surtout un grand nombre de dames.

A onze heures, au moment où les voitures des deux familles approchaient de l'église, le clergé alors avait été envahi par une foule si compacte, que les policemen ont eu beaucoup de peine à leur ouvrir un passage.

Mademoiselle Patti est entrée dans l'église appuyée au bras de son père, M. Salvatori Patti. Le marquis de Caux venait derrière.

Les personnes qui avaient reçu une invitation spéciale étaient la duchesse de Valmy, belle-mère de fiancé, le prince de la Tour-d'Auvergne, ambassadeur de France, le duc de Manchester, lord et lady Dudley, comtesse de l'ambassade française ; MM. Wood, Spalding, Strakosch, beau-père de la fiancée, F. Gye, directeur de l'Opéra-Italien de Covent Garden ; Costa, Carr, Zanni, Mlle Harris, Mme Grisi et M. Mario, et M. et Mme Tagliafico.

Les demoiselles d'honneur de mademoiselle Patti (toutes les sœurs ou cousines germaines de la mariée) étaient mesdemoiselles Longfellow, Maria Harris, Rita de Candia, Marie Gray.

Mademoiselle Patti était ravissante, l'air heureux et souriant ; elle portait une robe de satin blanc, chef-d'œuvre de Worth, un voile de dentelle, et quelques fleurs d'oranger dans les cheveux ; pas un seul bijou.

Le marquis de Caux était, suivant la mode anglaise, en redingote blanc, en pantalon clair, cravate blanche, gilet blanc, pas de décorations.

La cérémonie a été fort simple. Après la messe nuptiale, pendant laquelle on grimpait sur les chaises, les fenêtres, les portes, et où on entendait pendant longtemps l'église ne pouvait contenir tous ceux qui voulaient y pénétrer et qui assiégeaient les abords, un grand nombre de policemen avaient de la peine à contenir la foule ; plus de dix mille personnes attendaient les mariés, qui ont été reçus par des acclamations enthousiastes ; on agitait les chapeaux, les mouchoirs, on criait, etc.

Mademoiselle Mio Patti étaient M. Costa et le duc de Melchior, comme témoins du marquis de Caux étaient M. le prince de la Tour-d'Auvergne, ambassadeur de France à Londres, et M. Frère, attaché d'ambassade.

Le père Plankett a officié.

Après la cérémonie nuptiale, les deux fiancés ont servi la main à plusieurs de leurs amis, qui sont venus les féliciter. La nouvelle mariée a embrassé Mme Grisi et ses filles et a remercié le reste des invités par de gracieux signes de tête.

Le marquis de Caux, selon le registre, est âgée de vingt cinq ans.

Son nom, de quarante deux.

Une particularité : pas une note de musique n'a été entendue à ce mariage de la reine du chant.

Après la cérémonie, les nouveaux mariés sont retournés à Pierrepoint House, Clapham, résidence de M. Patti. Un déjeuner de soixante couverts a été servi sous une tente décorée des couleurs italienne, française, espagnoles, américaines et anglaises. La santé du marquis et de la marquise a été portée par M. Cruneleon.

Après le lunch, sous une tente dressée dans le jardin, et sur laquelle flottaient les drapeaux français et anglais, on photographe a pris instantanément le groupe de M. et Mme de Caux au milieu de leurs témoins.

Le père de Mlle Patti, M. Strakosh, le comte de l'Aigle, le baron Sandz, le comte de Loari, M. Fleury, consul général de France, le maire de Caben, le vicomte de Viral, la marquise de Villevieil, la duchesse de Sunderland, Marie, Mme Grisi et son fils Edouard, M. et Mme Mann, Inglaiico, Clarke, Carati, Cyc, le directeur de l'Opéra, une foule d'artistes, enfin tous les habitués de Covent-Garden, dont il serait trop long de citer les noms, étaient là.

Le contrat de mariage laissé à Mlle Patti sa fortune actuelle, qui s'élève à plus d'un million de francs.

Parmi les nombreux cadeaux qu'a reçus mademoiselle Patti, à l'occasion de son mariage, se trouve un superbe médaillon en arabesques d'un fort beau travail, composé de perles, de diamants et d'une grosse turquoise. C'est un cadeau de Marie.

Madame Grisi a fait présent à la marquise d'une paire de boucles d'oreilles, les pendants en ovoïdal sculptés en forme de vases étrusques, et le sommet en or avec une tête de taureau en corail. Ces boucles ont appartenu à l'ex-reine de Naples.

Ces deux présents étaient renfermés dans deux jolies boîtes en velours décorées des armes de la nouvelle marquise.

A l'occasion de son mariage, le marquis de Caux a reçu du Souverain Pontife une lettre par laquelle il se permet de porter son titre d'écuyer de l'empereur tant que sa femme sera au théâtre, mais qu'il n'en continuera cependant pas moins à en toucher le traitement.

Après quelques jours passés à Paris, le marquis et la marquise de Caux retourneront à Londres, d'où ils feront chacun de leur côté un voyage en Suisse.

Ils reviendront ensuite à Paris où ils passeront le reste des invités par de gracieux signes de tête.

Le marquis de Caux, selon le registre, est âgée de vingt cinq ans.

Son nom, de quarante deux.

Une particularité : pas une note de musique n'a été entendue à ce mariage de la reine du chant.

Après la cérémonie, les nouveaux mariés sont retournés à Pierrepoint House, Clapham, résidence de M. Patti. Un déjeuner de soixante couverts a été servi sous une tente décorée des couleurs italienne, française, espagnoles, américaines et anglaises. La santé du marquis et de la marquise a été portée par M. Cruneleon.

Après le lunch, sous une tente dressée dans le jardin, et sur laquelle flottaient les drapeaux français et anglais, on photographe a pris instantanément le groupe de M. et Mme de Caux au milieu de leurs témoins.

Le père de Mlle Patti, M. Strakosh, le comte de l'Aigle, le baron Sandz, le comte de Loari, M. Fleury, consul général de France, le maire de Caben, le vicomte de Viral, la marquise de Villevieil, la duchesse de Sunderland, Marie, Mme Grisi et son fils Edouard, M. et Mme Mann, Inglaiico, Clarke, Carati, Cyc, le directeur de l'Opéra, une foule d'artistes, enfin tous les habitués de Covent-Garden, dont il serait trop long de citer les noms, étaient là.

Le contrat de mariage laissé à Mlle Patti sa fortune actuelle, qui s'élève à plus d'un million de francs.

Parmi les nombreux cadeaux qu'a reçus mademoiselle Patti, à l'occasion de son mariage, se trouve un superbe médaillon en arabesques d'un fort beau travail, composé de perles, de diamants et d'une grosse turquoise. C'est un cadeau de Marie.

Madame Grisi a fait présent à la marquise d'une paire de boucles d'oreilles, les pendants en ovoïdal sculptés en forme de vases étrusques, et le sommet en or avec une tête de taureau en corail. Ces boucles ont appartenu à l'ex-reine de Naples.

Ces deux présents étaient renfermés dans deux jolies boîtes en velours décorées des armes de la nouvelle marquise.

A l'occasion de son mariage, le marquis de Caux a reçu du Souverain Pontife une lettre par laquelle il se permet de porter son titre d'écuyer de l'empereur tant que sa femme sera au théâtre, mais qu'il n'en continuera cependant pas moins à en toucher le traitement.

Après quelques jours passés à Paris, le marquis et la marquise de Caux retourneront à Londres, d'où ils feront chacun de leur côté un voyage en Suisse.

Ils reviendront ensuite à Paris où ils passeront le reste de la saison, et vers le mois de novembre pour se diriger sur Pétersbourg et cingler ensuite vers les Etats-Unis.

Le mariage de Mlle Patti avec un gentilhomme attaché à la maison de l'empereur, donne une certaine actualité au passage suivant des lettres-patentes de Louis XIV à Lelli, pour l'établissement de l'Académie royale de musique :

"Nous voulons et nous plaît que tous gentilshommes et demoiselles puissent chanter aux dites pièces et représentations de notre dite Académie royale de musique sans que, pour cela, ils soient censés déroger au dit titre de noblesse ni à leurs privilèges, charges, droits et immunités.

Donné à Versailles, au mois de mars, l'an 1672, etc.

"Signé : LOUIS.

"Et plus bas : COLBERT."

—Que devrait faire M. Bagier pour conserver la Patti ?

—Il devrait éviter *les Cœurs* dans la salle des Italiens.

PAR LE TELEGRAPHE.

DEPECHES TRANSMISES A L'*ABEILLE*

Meeting Républicain à Atlanta.

Scandaleux discours de l'ex-gouverneur Brown.

Guerre prédite en cas d'élection de Seymour et de Blair.

Rosecranz en Virginie.

Baisse de l'or à New-York.

Prochaine arrivée de Salnave à la Havane.

Nouvelles Européennes.

Berlin, 18—Il est officiellement annoncé que le gouvernement prussien rejettera sommairement toute proposition de la Bavière tendant à une alliance avec cette puissance.

Londres, 18—Une lettre de Rio dit que le nouveau cabinet et le peuple du Brésil favorisent la paix.

La République Argentine a annulé le protocole du nouveau traité d'alliance avec le Brésil.

Paris, 18—Le candidat du gouvernement pour la députation du Jura a été battu par 11,000 voix de majorité.

Nouvelles par la Havane.

Havane, 18 août—Salnave se propose de vendre ici. Un navire a été nolisé pour emmener la femme de Salnave et un ministre a été expédié. Salnave avait mis en prison le ministre de Prusse et il menaçait de traiter de même le ministre anglais. Le navire de guerre anglais *Terpsichore* se préparait à bombarder Port-au-Prince.

Les opérations dirigées contre les rebelles dans l'Etat de Vera-Cruz ont échoué. La ville de Vera-Cruz était remplie de prisonniers et les autorités municipales avaient suspendu leurs fonctions. Les passagers arrivant de Pile de Cuba étaient soumis à une rigoureuse visite.

Le peuple du Sud était hostile aux Etats-Unis. Il se réjouit de vivre pour voir le jour où l'on ne trouve plus un seul soldat dans les Etats-Unis. Nous remarquons que la pauvre blanc qui se plaignait de l'abolition de l'esclavage reçoit 39 coups de fouet sur le dos. Il défend le gouvernement en donnant le droit de suffrage au nègre. Ce dernier ignorera et ce que pour qu'il soit en état de protéger sa liberté qu'il doit jouir de la franchise électorale.

Le président Juarez a proclamation de la déposition de faits de ce gouvernement et de la nomination des juges (grande applaudissements) et a déclaré que le Mexique est ami des Etats du Sud dans la lutte actuellement engagée. Le nègre et l'Indien représenté dans ce gouvernement général on non.

Il dit que les orateurs démocrates sont responsables pour toutes les émeutes si fréquentes dans le pays, et il prévient les gens que si cela continuait, les troubles encore va le commencement. Les démocrates se proposent de diviser l'ouvrage du parti républicain par le moyen de l'Exécutif et de l'armée. Cela signifie la guerre.

Aux Etats-Unis il dit : Dieu vous a donné la liberté. Vous ne pouvez sans encore vous contenir trois mois. Vous devez à vos fédérateurs de rester fidèles. Allez dans les campagnes, parlez à vos amis, dites-leur d'appuyer le parti et de venir aux polls sans craindre les menaces, etc.

Joshua Hill parle ensuite et encourage l'agouverneur. Il parle de la bonne conduite des nègres, admettre une remontrance au président Johnson ; pourquoi qu'il menace de la guerre par les épaules ? Il déclare qu'il ne faillira pas au langage de Grant qui n'est pas un tyran nerpe qui est modeste comme une femme, dis-tinguée pour son aptitude administrative, et il parle de Colfax dans le même ton. Il parle embrassé Mme Grisi et ses filles et a remercié le reste des invités par de gracieux signes de tête.

Le marquis de Caux, selon le registre, est âgée de vingt cinq ans.

Son nom, de quarante deux.

Une particularité : pas une note de musique n'a été entendue à ce mariage de la reine du chant.

Après la cérémonie, les nouveaux mariés sont retournés à Pierrepoint House, Clapham, résidence de M. Patti. Un déjeuner de soixante couverts a été servi sous une tente décorée des couleurs italienne, française, espagnoles, américaines et anglaises. La santé du marquis et de la marquise a été portée par M. Cruneleon.

Après le lunch, sous une tente dressée dans le jardin, et sur laquelle flottaient les drapeaux français et anglais, on photographe a pris instantanément le groupe de M. et Mme de Caux au milieu de leurs témoins.

Le père de Mlle Patti, M. Strakosh, le comte de l'Aigle, le baron Sandz, le comte de Loari, M. Fleury, consul général de France, le maire de Caben, le vicomte de Viral, la marquise de Villevieil, la duchesse de Sunderland, Marie, Mme Grisi et son fils Edouard, M. et Mme Mann, Inglaiico, Clarke, Carati, Cyc, le directeur de l'Opéra, une foule d'artistes, enfin tous les habitués de Covent-Garden, dont il serait trop long de citer les noms, étaient là.

Le contrat de mariage laissé à Mlle Patti sa fortune actuelle, qui s'élève à plus d'un million de francs.

Parmi les nombreux cadeaux qu'a reçus mademoiselle Patti, à l'occasion de son mariage, se trouve un superbe médaillon en arabesques d'un fort beau travail, composé de perles, de diamants et d'une grosse turquoise. C'est un cadeau de Marie.

Madame Grisi a fait présent à la marquise d'une paire de boucles d'oreilles, les pendants en ovoïdal sculptés en forme de vases étrusques, et le sommet en or avec une tête de taureau en corail. Ces boucles ont appartenu à l'ex-reine de Naples.

Ces deux présents étaient renfermés dans deux jolies boîtes en velours décorées des armes de la nouvelle marquise.

A l'occasion de son mariage, le marquis de Caux a reçu du Souverain Pontife une lettre par laquelle il se permet de porter son titre d'écuyer de l'empereur tant que sa femme sera au théâtre, mais qu'il n'en continuera cependant pas moins à en toucher le traitement.

Après quelques jours passés à Paris, le marquis et la marquise de Caux retourneront à Londres, d'où ils feront chacun de leur côté un voyage en Suisse.

Ils reviendront ensuite à Paris où ils passeront le reste de la saison, et vers le mois de novembre pour se diriger sur Pétersbourg et cingler ensuite vers les Etats-Unis.

Le mariage de Mlle Patti avec un gentilhomme attaché à la maison de l'empereur, donne une certaine actualité au passage suivant des lettres-patentes de Louis XIV à Lelli, pour l'établissement de l'Académie royale de musique :

"Nous voulons et nous plaît que tous gentilshommes et demoiselles puissent chanter aux dites pièces et représentations de notre dite Académie royale de musique sans que, pour cela, ils soient censés déroger au dit titre de noblesse ni à leurs privilèges, charges, droits et immunités.

Donné à Versailles, au mois de mars, l'an 1672, etc.

"Signé : LOUIS.

"Et plus bas : COLBERT."

—Que devrait faire M. Bagier pour conserver la Patti ?

—Il devrait éviter *les Cœurs* dans la salle des Italiens.

Législature de la Louisiane.

SÉNAT.—21 membres sont présents.

M. Smith, représentant, rapporte que personne n'ayant paru pour contester le siége de M. H. W. Field, déc., l'affidavit dans ce cas a été rendu au Sénat pour qu'il décide. — Il paraît que l'affidavit ayait été fait devant le commissaire Shannon par un enregistreur qui croyait que M. Field s'était pas enregistré. L'enregistreur voulait plus tard retirer l'affidavit, mais le comité ne lui permit pas de le faire.

Le président suggère que M. Futch n'étant pas présent, l'affaire soit remise.

M. Branghn, (dém.) demande que l'affidavit soit déposé sur la table et que le rapport du comité soit adopté.

M. Campbell propose de référer la question au comité judiciaire.

M. Lewis (rép.) propose de déposer toute l'affaire sur la table.

Une division étant demandée par M. Brangbn, l'affidavit est référé au comité judiciaire et le rapport du comité adopté.

Un rapport favorable est présenté pour secourir les pauvres et les indigents de l'Etat.

M. Packard, (rép.) fait un rapport favorable sur le bill des abattoirs.

M. Todd, (rép) donne avis qu'il présentera un rapport de minorité.

M. Brangbn a présenté un mémoire pour l'asile des orphelins de St. Vincent. Référé.

Le bill de M. Todd, présenté hier, était pour rappeler l'acte permettant des marchés libres dans le centre de la ville, et appeler que des marchés particuliers fussent ouverts à toutes les heures du jour, le contraire ayant été rapporté par erreur.

Le monstrueux bill de la police métropolitaine a été adopté finalement par un vote de parti de 17 contre 11.

Adopté encore, le bill pour incorporer la compagnie du chemin de fer de la Louisiane et de l'Arkansas.

Après quelques affaires de peu d'importance, le Sénat s'ajourne.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS.—59 membres répondent à l'appel.

Le comité des voies et moyens recommande de servir une pension annuelle de $300 à Mme Mary Mc Gloin, veuve feu T. A. Montagne, pilote du steamer *Fashion*, comme une faible preuve de respect pour la conduite de son brave mari et comme une compensation pour la perte de ses services.

Les bills qui suivent ont été rendus :

Acte pour fixer les salaires des juges de district.

Acte concernant la ville de Bastrop.

Acte pour soumettre les maisons de jeu à une licence.

Dépenses contingentes.—Un acte autorisant la nomination d'un comité joint pour s'enquérir du nombre des employés de la Chambre, pour le réduire, est rapporté d'une manière favorable.

Le bill pour incorporer la ville d'Alexandrie est adopté et envoyé au Sénat.

Est envoyé au Sénat le bill relatif au rétablissement des archives brûlés de la paroisse des Rapides.

Acte à leur première lecture.—Acte de secours pour M. Pétrovo, de la paroisse Union.

Acte donnant à la Troisième, Quatrième, Cinquième, Sixième et Septième Cour de District de la Nouvelle-Orléans juridiction dans les affaires de séparation, de divorce et d'émancipation de mineur